

Unité départementale des Côtes d'Armor
11, rue Hélène Boucher Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 22 septembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

GUITTERNEL (SA CARRIERES de)

Lieu-dit Gouviard
22640 Plénée-Jugon

Carrière de "Baudry" CANIHUEL

Code AIOT : 0005502160

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/09/2022 dans l'établissement GUITTERNEL (SA CARRIERES de) implanté BAUDRY 22480 CANIHUEL. L'inspection a été annoncée le 29/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GUITTERNEL (SA CARRIERES de)
- BAUDRY 22480 CANIHUEL
- Code AIOT : 0005502160
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Carrière à ciel ouvert de granit autorisée par arrêté du 12 avril 2001 modifié le 30 juillet 2019.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral en date du 12 avril 2001 modifié le 30 juillet 2019.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	règles d'aménagement	Arrêté Préfectoral du 12/04/2001, article 4.1.	/	Sans objet
8	garanties financières	Arrêté Préfectoral du 12/04/2001, article 7.6.	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	niveaux limites bruit	Arrêté Préfectoral du 12/04/2001, article 6.2.	/	Sans objet
3	aménagements	Arrêté Préfectoral du 12/04/2001, article 7.2.	/	Sans objet
4	conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/04/2001, article 7.3.	/	Sans objet
5	plans	Arrêté Préfectoral du 12/04/2001, article 7.4.	/	Sans objet
6	mesures de retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19	/	Sans objet
7	intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 12/04/2001, article 2.3.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence des points de vigilance relatifs au suivi du paramètre hydrocarbures dans les eaux rejetées et à la constitution de nouvelles garanties financières.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : règles d'aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2001, article 4.1.
Thème(s) : Risques chroniques, règles d'aménagement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces eaux canalisées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage) rejetées dans le milieu naturel respecteront les prescriptions suivantes : le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ; la température est inférieure à 30°C ; les matières en suspension totales (MESn ont une concentration inférieure à 25 mg/l (norme NF T 90 105) ; la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O) a une concentration inférieure à 20 mg/l (norme NF T 90 101) ; les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 2 mg/l (norme NF T 90 114) ; le fer et l'aluminium dont une concentration totale inférieure à 5 mg/l ; Ces valeurs limites seront respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne devra dépasser le double de ces valeurs limites. La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne devra pas dépasser 100 mg Pt/l. Le contrôle de la qualité des eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel sera réalisé dans les conditions suivantes : pH : 1 mesure trimestrielle MES : 1 mesure trimestrielle DCO : 1 mesure trimestrielle Fer + Aluminium : 1 mesure annuelle en octobre
Constats : L'exploitant réalise l'auto-surveillance des eaux rejetées selon la fréquence prévue. Les valeurs de rejet sur les paramètres suivis sont conformes. Seul le paramètre hydrocarbures n'est pas suivi. L'exploitant doit réaliser le suivi du paramètre hydrocarbures 1 fois par an.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : niveaux limites bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2001, article 6.2.
Thème(s) : Risques chroniques, niveaux limites bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En dehors des tirs de mines, les bruits émis par la carrière (et les installations de premier traitement des matériaux) de devront pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées et, le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour, jardin, terrasse ...) de ces mêmes locaux, pour les niveaux supérieurs à 35 dB(A), d'une émergence supérieure à : 5 dB(A) pour la période allant de 6h30 à 21h30 sauf dimanches et jours fériés ; 3 dB(A) pour la période allant de 21h30 à 6h30 ainsi que les dimanches et jours fériés L'émergence est définie comme la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'ensemble de l'installation est en fonctionnement et lorsqu'il est à l'arrêt. Les mesures de bruits seront effectuées conformément à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation du bruit émis par les installations classées pour la protection de l'environnement. Le respect des valeurs d'émergence sera vérifié 1 an après notification d u présent arrêté puis tous les 3 ans par une personne ou un organisme qualifié. Les résultats de ces mesures, rappelant les conditions de leur réalisation, seront consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et portés à sa connaissance en cas d'anomalie.
Constats : L'exploitant fournit le rapport de la situation acoustique de 2019, qui conclut à la conformité de l'émergence mesurée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : aménagements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2001, article 7.2.
Thème(s) : Risques chroniques, aménagements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : apposition de panneaux sur chacune des voies d'accès au chantier indiquant l'identité du titulaire de la présente autorisation, la référence de l'arrêté d'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté.
Constats : Le panneau d'identification de l'installation est présent en entrée de site et contient les informations prévues.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2001, article 7.3.
Thème(s) : Risques chroniques, conduite de l'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La carrière sera protégée par une clôture interdisant l'accès des zones dangereuses. En fin de journée ou à toute interruption de l'exploitation l'accès à la carrière sera interdit par un dispositif solide et efficace.
Constats : Le périmètre de la carrière est clôturé et l'accès est équipé d'un portail fermé à clé en dehors des heures d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2001, article 7.4.
Thème(s) : Risques chroniques, plans
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établira un plan de la carrière, orienté sur fond cadastral reportant : les limites du périmètre autorisé, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres ; les bords de l'excavation ; les courbes de niveaux ou cotes d'altitude des points significatifs ; les zones remises en état ; les ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité publique (routes, chemins, ouvrages publics, habitations ...) Ce plan sera mis à jour au moins au fois par an. Cette mise à jour concernera : l'emprise des infrastructures (installations, pistes, stocks...), les surfaces défrichées à l'avancement, le positionnement des fronts, l'emprise des chantiers (découverte, extraction, parties exploitées non remises en état...), l'emprise des zones remises en état.
Constats : L'exploitant fournit le plan d'exploitation actualisé en juillet 2022 qui contient les données prévues.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : mesures de retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, mesures de retombées de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m2/jour. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m2/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.
Constats : L'exploitant fournit le rapport des mesures de retombées de poussières du premier semestre 2022 qui conclut à la conformité des valeurs mesurées. Les installations de traitement des matériaux sont équipées de bardage en bon état, de systèmes d'aspiration sur les broyeurs et de système d'arrosage sur les concasseurs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2001, article 2.3.
Thème(s) : Risques chroniques, intégration dans le paysage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Il est apporté un soin particulier aux abords de l'établissement relevant de l'exploitant.
Constats : L'ensemble du site est maintenu propre ainsi que les abords, les installations sont entretenues, les équipements sont fonctionnels.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2001, article 7.6.
Thème(s) : Risques chroniques, garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant constitue pour la carrière qu'il exploite au lieu-dit "Baudry" commune de CANIHUEL une garantie financière ayant pour but d'assurer, en cas de défaillance de sa part, une remise en état du site satisfaisante pour la protection de l'environnement.
Constats : L'installation a fait l'objet d'un changement de nom au 1er juillet 2022 et devenue Carrières de Guitternel. L'exploitant n'a pas constitué de nouvelles garanties financières. L'exploitant doit transmettre un nouvel acte de cautionnement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet